

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

CONSULTATION :	25 GH93 05 TVX
OBJET :	Maintenance des installations de vidéosurveillance et de contrôle d'accès pour les Hôpitaux universitaires Paris Seine-Saint-Denis
PROCEDURE :	<p>Accord-cadre sur appel d'offres ouvert soumis aux dispositions de l'article R 2124-1 du Code de la Commande Publique.</p> <p>Il suit les dispositions des articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique relatives aux accords-cadres à bons de commande</p>
ANNEXE	<p>Annexe 1 - Acceptation du CCAP et CCTP</p> <p>Annexe 2 – Attestation de visite</p>

AVICENNE



125, route de Stalingrad  
93009 Bobigny

JEAN VERDIER



Avenue du 14 juillet,  
93140 BONDY

RENE MURET



Avenue du Dr Schaeffner  
93 270 SEVRAN

*Ce document comprend 23 pages*



**AP-HP.**  
**Hôpitaux universitaires**  
**Paris Seine-Saint-Denis**

# SOMMAIRE

<b>ARTICLE I.</b>	<b>OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES</b>	<b>5</b>
<b>SECTION 1.01</b>	<b>OBJET DE L'ACCORD CADRE</b>	<b>5</b>
<b>SECTION 1.02</b>	<b>DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS</b>	<b>5</b>
<b>SECTION 1.03</b>	<b>DATE D'EFFET ET DUREE DE L'ACCORD CADRE</b>	<b>5</b>
<b>SECTION 1.04</b>	<b>DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS</b>	<b>6</b>
<b>SECTION 1.05</b>	<b>PROLONGATION DES DELAIS</b>	<b>6</b>
<b>SECTION 1.06</b>	<b>BONS DE COMMANDE</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE II.</b>	<b>PIECES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD CADRE</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE III.</b>	<b>CONDITIONS D'EXECUTION</b>	<b>7</b>
<b>SECTION 3.01</b>	<b>MODALITES</b>	<b>7</b>
<b>SECTION 3.02</b>	<b>MATERIEL A ENTREtenir</b>	<b>8</b>
(A)	VISITES SYSTEMATIQUES DE MAINTENANCE PREVENTIVE	8
(B)	TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE CORRECTIVE	8
<b>SECTION 3.03</b>	<b>GARANTIE</b>	<b>9</b>
<b>SECTION 3.04</b>	<b>MATERIELS, OBJETS ET APPROVISIONNEMENTS CONFIES AU TITULAIRE</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE IV.</b>	<b>AVANCE</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE V.</b>	<b>PRIX DE L'ACCORD-CADRE</b>	<b>9</b>
<b>SECTION 5.01</b>	<b>CONTENU DES PRIX</b>	<b>9</b>
<b>SECTION 5.02</b>	<b>CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES</b>	<b>10</b>
<b>SECTION 5.03</b>	<b>MODALITES DE VARIATIONS DES PRIX</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE VI.</b>	<b>MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES</b>	<b>12</b>
<b>SECTION 6.01</b>	<b>REGLEMENT DES FACTURES</b>	<b>12</b>
<b>SECTION 6.02</b>	<b>PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS</b>	<b>12</b>
<b>SECTION 6.03</b>	<b>TVA</b>	<b>13</b>
<b>SECTION 6.04</b>	<b>DELAI GLOBAL DE PAIEMENT</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE VII.</b>	<b>PENALITES</b>	<b>13</b>
<b>SECTION 7.01</b>	<b>PENALITES POUR RETARD</b>	<b>14</b>
<b>SECTION 7.02</b>	<b>AUTRES PENALITES</b>	<b>14</b>
(A)	PRESENCE AUX RENDEZ-VOUS DE CHANTIER	14
(B)	RETARD DANS LA REMISE DES DOCUMENTS NECESSAIRES A LA COORDINATION DES TRAVAUX	14
(C)	RETARD DANS LA REMISE DES DEVIS	14
(D)	NON-RESPECT DES PLANNINGS D'EXECUTION	14
(E)	RETARD DANS LE NETTOIEMENT ET LA REMISE EN ETAT DU CHANTIER	14
(F)	REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER	15
(G)	PRESENCE SUR LES SITES	15
(H)	DECLANCHEMENT INTEMPESTIF DE DETECTION INCENDIE	15
<b>SECTION 7.03</b>	<b>PENALITE POUR TRAVAIL DISSIMULE</b>	<b>15</b>

<b>ARTICLE VIII.</b>	<b>PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGES</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE IX.</b>	<b>PREPARATION - COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX</b>	<b>15</b>
SECTION 9.01	PERIODE DE PREPARATION - PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX	15
SECTION 9.02	GENERALITES SUR LA REALISATION DES PRESTATIONS	15
SECTION 9.03	MESURES D'ORDRE SOCIAL - APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL	15
SECTION 9.04	ORGANISATION, SECURITE ET HYGIENE DU CHANTIER	16
(A)	SECURITE ET HYGIENE	16
(B)	CONDITIONS GENERALES D'ORGANISATION DES TRAVAUX	16
(C)	PERMIS DE FEU	17
<b>ARTICLE X.</b>	<b>CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX</b>	<b>17</b>
SECTION 10.01	ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX	17
SECTION 10.02	RECEPTION	17
SECTION 10.03	MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIE D'OUVRAGE	17
SECTION 10.04	DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION	17
<b>ARTICLE XI.</b>	<b>CONFIDENTIALITE – MESURES DE SECURITE</b>	<b>17</b>
SECTION 11.01	OBLIGATION DE DISCRETION	17
SECTION 11.02	LOGICIELS	17
SECTION 11.03	MESURES DE SECURITE	18
SECTION 11.04	AMIANTE	18
<b>ARTICLE XII.</b>	<b>RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE</b>	<b>18</b>
SECTION 12.01	MOTIFS DE RESILIATION	18
SECTION 12.02	RESILIATION PRONONCEE AUX TORTS DU TITULAIRE	18
SECTION 12.03	RESILIATION POUR INEXECUTION NON FAUTIVE	18
SECTION 12.04	RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL	18
SECTION 12.05	INDEMNITE DE RESILIATION	19
SECTION 12.06	RESILIATION EN CAS D'INEXACTITUDE DES DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS DEMANDES	19
<b>ARTICLE XIII.</b>	<b>EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUE DU TITULAIRE</b>	<b>19</b>
SECTION 13.01	EN CAS DE D'INEXECUTION D'UNE PRESTATION OU DE CARENCE DANS L'APPROVISIONNEMENT EN COURS D'EXECUTION DE L'ACCORD CADRE	19
SECTION 13.02	APRES RESILIATION PRONONCEE AUX TORTS DU TITULAIRE	19
<b>ARTICLE XIV.</b>	<b>MODIFICATIONS DE L'ACCORD-CADRE</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE XV.</b>	<b>NANTISSEMENT</b>	<b>20</b>
<b>ARTICLE XVI.</b>	<b>ASSURANCES</b>	<b>20</b>
<b>ARTICLE XVII.</b>	<b>CERTIFICATS</b>	<b>20</b>
<b>ARTICLE XVIII.</b>	<b>DROIT</b>	<b>20</b>

**ARTICLE XIX. DEROGATIONS AU C.C.A.G.**

**21**

25 GH93 05 TVX	Maintenance des installations de vidéosurveillance et de contrôle d'accès pour les Hôpitaux universitaires Paris Seine-Saint-Denis	<b>4 / 23</b>
CCAP	Mars 2025	

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

## Article I. Objet de la consultation - Dispositions générales

### Section 1.01 Objet de l'accord cadre

Les stipulations du présent cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) concernent : Maintenance des installations de vidéosurveillance et de contrôle d'accès pour les HUPSSD

Lieux d'exécution :

- ☒ Hôpital Avicenne : 125, rue de Stalingrad 93009 BOBIGNY Cedex
- ☒ Hôpital Jean Verdier : Avenue du 14 Juillet 93143 BONDY
- ☒ Hôpital René Muret 52 avenue du docteur Schaeffner à 93270 SEVRAN.

La description des travaux et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Charges Techniques (CCTP) et ses annexes.

#### Accord-cadre à bons de commande

Les prestations feront l'objet d'un accord-cadre mono-attributaire passé en application des articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique. Cet accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles. Il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.

Le montant des prestations à bon de commande pour toute la durée de l'accord cadre est défini(e) comme suit :

Seuil minimum H.T	Sans objet	Euros
Seuil maximum H.T	650 000	Euros

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de recours ultérieur à la procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R2122-4 du code de la commande publique.

### Section 1.02 Décomposition en tranches et lots

Il n'est pas prévu de décomposition en lot, en effet, la dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence ou risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

### Section 1.03 Date d'effet et durée de l'accord cadre

L'accord cadre est conclu pour une période de quatre (4) ans à compter du 1er du mois qui suit la date de notification.

25 GH93 05 TVX	Maintenance des installations de vidéosurveillance et de contrôle d'accès pour les Hôpitaux universitaires Paris Seine-Saint-Denis	5 / 23
CCAP	Mars 2025	

Toutefois, l'accord cadre pourra être résilié chaque année à date anniversaire (date de démarrage) moyennant un préavis de 3 mois notifié au titulaire.

La date de démarrage et le délai d'exécution des prestations, hors maintenance préventive, sont fixés dans les bons de commande (ordre de service).

#### **Section 1.04** Délai d'exécution des prestations

Le délai d'exécution des prestations de maintenance préventive est défini au C.C.T.P.

Les délais d'exécution des autres prestations objet de l'accord-cadre sont fixés soit sur le bon de commande, soit sur un planning d'exécution.

#### **Section 1.05** Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du C.C.A.G.- F.C.S.

#### **Section 1.06** Bons de commande

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- La date et le numéro de l'accord cadre ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- La nature et la quantité des fournitures à livrer ;
- Les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- Les lieux de livraison des prestations ;
- Le montant du bon de commande ;
- Les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le ou les titulaires.

## **Article II. Pièces contractuelles de l'accord cadre**

Les pièces contractuelles de l'accord cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes éventuelles
- Le bordereau de prix (B.P.U.)
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et ses annexes éventuelles
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses annexes éventuelles
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales – Fournitures courantes et services (C.C.A.G.- F.C.S.), arrêté du 30 mars 2021
- Le Cahier des Prescriptions Techniques Générales n°5 du 1er octobre 2002 (C.P.T.G qui indique les généralités techniques et procédures de suivi technique des installations et matériels
- L'offre technique et financière du titulaire

25 GH93 05 TVX	Maintenance des installations de vidéosurveillance et de contrôle d'accès pour les Hôpitaux universitaires Paris Seine-Saint-Denis	<b>6 / 23</b>
CCAP	Mars 2025	

❶ Il est précisé que l'ensemble des conditions générales de vente du titulaire ne fait pas partie des documents contractuels.

## Article III. Conditions d'exécution

### Section 3.01 Modalités

Les conditions et moyens d'intervention du titulaire sont définis dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Les bons de commande et ordres de service (le cas échéant) sont notifiés au titulaire ou à son représentant dûment habilité. Les décisions du pouvoir adjudicateur sont notifiées au titulaire par ordre de service.

Ces notifications sont valablement faites à l'adresse du titulaire mentionnée dans l'accord cadre ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

Le titulaire doit s'informer avant de soumissionner des dispositions à prendre pour ne pas gêner le fonctionnement des services. A défaut de précisions dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières, ces renseignements lui seront fournis dans le cadre des directives générales de fonctionnement de l'Etablissement par le Directeur des Investissement et de la maintenance des HUPSSD.

D'autre part, dans le cadre de la lutte contre les infections nosocomiales, le titulaire devra se conformer au règlement interne du groupe hospitalier dans le cas d'intervention sur des installations ou dans l'environnement proche des patients.

Le titulaire et ses agents doivent user des accès les plus directs, se maintenir dans les locaux désignés pour l'exécution de leurs travaux et ne pénétrer ni ne circuler sous quelque prétexte que ce soit, dans les autres parties de l'Etablissement hors mission qui leur serait confiée.

Le titulaire ne peut se prévaloir, ni pour se soustraire aux obligations de son accord cadre, ni pour élever des réclamations ou prétendre à une augmentation de son prix, de sujétions qui peuvent être occasionnées par exemple :

- Des mesures de sécurité qui lui incombent, conformément à la réglementation en vigueur, du fait des risques d'incendie et de panique, inhérents aux modalités d'exécution de certaines prestations,
- L'installation à ses frais, sauf dérogations portées au Cahier des Clauses Techniques Particulières, de garde-corps, barrières, cloisons ou planchers provisoires, bâches et toiles nécessaires, tant pour satisfaire aux réglementations en vigueur que pour protéger les ouvrages existants et les personnes, soit à l'intérieur ou à l'extérieur des bâtiments.

Le titulaire doit en outre, prendre à sa charge en vue d'atténuer la gêne occasionnée aux personnels et aux malades pendant la durée de ses interventions à l'intérieur de l'Etablissement, toutes les précautions utiles pour réduire autant que possible les inconvénients en découlant :

- Bruits d'origines diverses
- Poussières d'origines diverses
- Détritus divers,
- Sécurité insuffisamment assurée,

25 GH93 05 TVX	Maintenance des installations de vidéosurveillance et de contrôle d'accès pour les Hôpitaux universitaires Paris Seine-Saint-Denis	7 / 23
CCAP	Mars 2025	

- Odeurs, fumées gaz d'origines diverses.

Si malgré la mise en place de toutes les précautions nécessaires, des inconvénients majeurs devaient subsister, le titulaire doit en référer au Directeur des Services Techniques ou au Responsable du suivi technique de l'accord cadre.

Les prestations dues au titre de l'accord cadre seront exécutées sous la responsabilité pleine et entière et sous l'autorité du titulaire.

### Section 3.02 Matériel à entretenir

Le titulaire reprend l'ensemble du parc décrit au Cahier des Clauses Techniques Particulières, dans l'état existant. Il ne peut en aucun cas être envisagé de travaux ou constitution d'un stock préliminaire, à la charge du pouvoir adjudicateur, au démarrage ou au cours de l'exécution de l'accord-cadre en supplément des montants retenus.

Le titulaire entretiendra de plus l'ensemble des équipements de vidéosurveillance et de contrôle d'accès installés en supplément des équipements existants par application des tarifs définis au bordereau des prix unitaires.

#### (a) Visites systématiques de maintenance préventive

Les prestations de maintenance préventive seront commandées à la suite de la notification de l'accord cadre au titulaire et feront l'objet de bon de commande à chaque année.

Le titulaire est chargé de prendre contact, avec la Direction de la maintenance et de l'investissement. La date et l'heure de la visite préventive sont fixées avec un préavis d'environ quinze jours.

Si l'une des deux parties désire déplacer la visite, elle en informe l'autre au moins quarante-huit heures avant la date prévue.

Le personnel chargé de la visite se présente au responsable du Service de maintenance dès son arrivée dans l'établissement.

#### (b) Travaux d'entretien et de maintenance corrective

Les travaux s'exécutent par émission de bons de commande successifs délivrés au titulaire au fur et à mesure des besoins des 3 sites.

Conformément à l'article 3.7 et 3.8 du C.C.A.G.- F.C.S., toutes les prestations font l'objet de bons de commande rédigés par le client, établis sur la base d'un devis émis par le titulaire, dans un délai de 15 jours après demande du pouvoir adjudicateur sauf dérogation de celui-ci.

Si dans un délai de 8 jours à compter de la réception du bon de commande au titulaire, le pouvoir adjudicateur n'a pas reçu de réserve de ce dernier, le titulaire est réputé avoir accepté l'exécution de la commande définie dans le bon de commande et tous les attendus qu'il comporte.

La durée de validité des bons de commandes ne pourra excéder 03 mois après la fin de l'accord cadre.

Si le titulaire estime que certaines prestations ne peuvent être effectuées que dans ses usines ou ateliers, il en informe le client. Ce dernier, en accord avec le titulaire détermine les moyens et les conditions de mise en œuvre pour maintenir le niveau de sécurité pendant cette carence.

25 GH93 05 TVX	Maintenance des installations de vidéosurveillance et de contrôle d'accès pour les Hôpitaux universitaires Paris Seine-Saint-Denis	8 / 23
CCAP	Mars 2025	



### Section 3.03 Garantie

A l'expiration de l'accord cadre, qu'il soit résilié ou non, le titulaire devra remettre au client les bons de garantie (ou les documents équivalents) des pièces détachées qu'il a remplacées et qui sont encore sous la garantie du fabricant.

### Section 3.04 Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire

Les dispositions du C.C.A.G.- F.C.S. s'appliquent.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de vérifier la qualité des matériaux et équipements utilisés que ce soit dans le cadre de la maintenance ou des travaux éventuels.

Le titulaire doit réaliser intégralement l'ensemble des prestations définies en annexe du Cahier des Clauses Techniques Particulières avec un niveau de qualité normalement attendu d'un professionnel, le client se réserve la possibilité de vérifier ou de faire vérifier la qualité des prestations effectuées.

En aucun cas, les services logistiques ou techniques du client ne pourront réceptionner les livraisons du titulaire.

## Article IV. Avance

Le titulaire bénéficie de l'avance, sous réserve des conditions visées aux articles R2191-3 à R2191-19 du code de la commande publique. Il peut y renoncer en le mentionnant expressément sur l'acte d'engagement.

## Article V. Prix de l'accord-cadre

### Section 5.01 Contenu des prix

Les prix unitaires du bordereau comprennent tous les frais afférents à l'accord cadre et sont établis hors T.V.A. en EUROS, en tenant compte notamment :

- De l'ensemble des rendez-vous préparatoires et de suivis nécessaires.
- Du transport du matériel et les déplacements du personnel.
- De l'éloignement du chantier vis-à-vis du siège du prestataire.
- Du temps passé dans les services pour consultation des documents existants.
- La mise en place de tout élément de sécurité.
- Toutes charges fiscales ou parafiscales ou autre frappant obligatoirement la prestation.
- Des conditions particulières d'exécution éventuelles définies par le bon de commande ou ordre de service
- Des conditions particulières d'exécution définies par le bon de commande ou ordre de service,
- Des articles IX et X du présent C.C.A.P,
- Des mesures nécessitées par le fonctionnement de l'établissement et, à cet effet :

Il est interdit à l'entrepreneur et aux ouvriers d'entrer en communication avec les autres occupants du site. Ils devront user des accès les plus directs, se maintenir dans les locaux désignés pour l'exécution de leurs travaux et ne pénétrer, ni circuler, sous quelque prétexte que ce soit, dans les autres parties de l'Etablissement.

25 GH93 05 TVX	Maintenance des installations de vidéosurveillance et de contrôle d'accès pour les Hôpitaux universitaires Paris Seine-Saint-Denis	9 / 23
CCAP	Mars 2025	

L'entrepreneur ne pourra se prévaloir, ni pour éluder les obligations de son accord cadre, ni pour élever de réclamations des sujétions qui peuvent être occasionnées par l'exploitation normale du domaine public et des services publics, et notamment par la présence et le maintien de canalisations, conduites, câbles de toute nature, ainsi que par les chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations sauf les exceptions expressément énumérées sur le bon de commande

Une partie importante des travaux pouvant s'exécuter pendant les périodes de congés payés et de vacances scolaires, l'entreprise titulaire s'engage à maintenir les équipes nécessaires à l'exécution des chantiers, quelle que soit la période des travaux.

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur le fait que le fonctionnement 24 H / 24 de l'hôpital peut entraîner des interventions hors des heures ouvrables, dimanches et jours fériés. Cette disposition est référencée aux bordereaux de prix.

Chaque entrepreneur devra installer, à ses frais, les garde-corps, barrières, cloisons provisoires, planchers provisoires, bâches et toiles nécessaires, tant pour satisfaire aux règlements de police que pour protéger les ouvrages existants et les personnes, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur des bâtiments.

Le titulaire proposera systématiquement, à chaque demande du maître d'œuvre, un devis présentant les quantités qu'il estime nécessaires pour la réalisation des travaux demandés et assortira ces quantités aux prix unitaires, tels qu'il les aura fixés à travers son offre. Le maître d'œuvre validera, rectifiera ou réfutera ledit devis après avoir sollicité l'avis éventuel d'un prestataire intellectuel dans les conditions fixées ci-avant.

En cours d'exécution, chaque fois qu'il y aura un changement dans l'importance des travaux à exécuter par rapport à ceux prévus au devis, l'entrepreneur fera signer au maître d'œuvre un attachement. Un attachement sera nécessaire à la prise en compte des travaux commandés en supplément lors de l'établissement du mémoire de travaux. A défaut de produire une telle pièce, les travaux excédant les limites définies par l'ordre de service, seront considérés comme non autorisés.

En cas d'urgence, si le délai d'intervention ne permet pas l'établissement d'un devis, le Maître d'Ouvrage fixera la limite de dépense directement sur le bon de commande.

## Section 5.02 Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations à bon de commande de l'accord cadre seront réglées par application des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Préalablement à la délivrance des bons de commande ou ordres de service, le titulaire est tenu de fournir en 2 exemplaires un devis estimatif des travaux qui lui sont demandés par le pouvoir adjudicateur et ce dans un délai n'excédant pas 15 jours à dater de la demande par téléphone et confirmée par télécopie ou par courriel avec signature électronique. Ce devis estimatif sera chiffré poste par poste. Il fera ressortir pour chaque nature d'ouvrage les quantités et prix unitaires correspondants et comprendra un descriptif succinct des travaux à réaliser, cet estimatif fixant une limite de dépenses devra être chiffré en valeur exécution et arrêté toutes taxes comprises.

A ce titre, les travaux excédant les limites définies par ce devis seront considérés comme non autorisés.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que le fonctionnement 24 H / 24 de l'hôpital peut entraîner des interventions hors des heures ouvrables, dimanches et jours fériés. Cette disposition est référencée aux bordereaux de prix.

25 GH93 05 TVX	Maintenance des installations de vidéosurveillance et de contrôle d'accès pour les Hôpitaux universitaires Paris Seine-Saint-Denis	10 / 23
CCAP	Mars 2025	

En cas d'urgence, si le délai d'intervention ne permet pas l'établissement d'un devis, le Maître d'Ouvrage fixera la limite de dépense directement sur le bon de commande ou ordre de service.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité :

- De mettre la prestation en concurrence, dans le cas où le devis proposé par le titulaire comporte des prestations hors bordereau ;
- De consulter d'autres sociétés pour les prestations dont l'évaluation est inférieure à 4000 € HT
- De corriger les quantités portées sur le devis dans le cas où cela serait nécessaire.

### Section 5.03 Modalités de variations des prix

Les prix de l'accord cadre sont réputés fermes et non revalorisables pour la première année, de la prise d'effet de l'accord cadre à la date anniversaire du début de l'accord cadre. Les prix ainsi déterminés restent fermes pendant la durée d'un an.

Pour chaque nouvelle durée d'un an, les prix de base sont révisables à la date anniversaire de début de l'accord cadre par application de la formule de révision, ci-après :

$$P = Pox[0,125 + 0,875 \frac{BT\ 47}{BT\ 47o}]$$

Formule dans laquelle :

- Po nouveau prix de règlement des prestations
- BT 47 est la valeur de l'Index Electricité des index nationaux BT publiés par le Ministère de l'Equipeement.

Conditions d'application

Valeur d'origine : La valeur d'origine de l'index BT 47o est la valeur, du mois Mo fixé dans l'Acte d'Engagement.

Valeur finale : La valeur finale de l'index BT 47 est la valeur lue le mois anniversaire de l'accord cadre.

Le titulaire de l'accord cadre s'engage à faire parvenir à Cellule des Marchés Publics, par lettre recommandée avec accusé de réception, son nouveau tarif ( La feuille de calcul d'actualisation détaillée et le BPU actualisé) avec un préavis de 1 mois avant la date prévue pour l'application de la révision. Passé ce délai de forclusion, les prix resteront ceux de la période précédente. Les demandes seront à adresser à

Hôpitaux Universitaires Paris Seine Saint Denis  
Cellule des Marchés Publics  
125, route de Stalingrad  
93009 Bobigny

En réponse la cellule des marchés adressera au titulaire de l'accord cadre une lettre d'accord ou de désaccord motivée dans un délai de 15 jours à compter de la date de réception de la demande.

En cas d'accord, la révision prendra effet à la date anniversaire de l'accord cadre.

Clause de sauvegarde

Si l'augmentation de prix résultant de la révision est supérieure à 3%, les hôpitaux HUPSSD se réservent la possibilité de résilier l'accord cadre sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

25 GH93 05 TVX	Maintenance des installations de vidéosurveillance et de contrôle d'accès pour les Hôpitaux universitaires Paris Seine-Saint-Denis	11 / 23
CCAP	Mars 2025	

## Article VI. Modalités de règlement des comptes

### Section 6.01 Règlement des factures

Les prestations de maintenance préventive seront réglées sur présentation de facture SEMESTRIELLE à terme échu par le titulaire.

Les autres prestations objet de l'accord cadre seront facturées au service fait.

Ils comprennent :

- Les détails métriques sur papier libre, résumés,
- Un mémoire détaillé des prestations réalisées (poste par poste, avec rappel du n° d'article pour les prix du bordereau de prix unitaires),
- Le bon de commande ou ordre de service « original » signé et accepté par l'entreprise, et les devis initial correspond.
- Les factures justificatives des fournitures hors-série et/ou des interventions par une entreprise spécialisée.
- Les éventuels attachements,
- Les éventuels acomptes précédents

Les factures seront remises au plus tard dans un délai de 45 jours à compter de la date constatée de terminaison des travaux.

Pour les fournitures ou divers matériels ne figurant pas au bordereau de prix unitaires, il sera appliqué le coefficient indiqué au bordereau de prix unitaires, sur présentation des factures justificatives d'achat, remises éventuelles incluses.

Les mémoires seront remis au plus tard dans un délai de 45 jours à compter de la date constatée de terminaison des travaux.

Il est précisé au titulaire que la simple présentation d'une facture globale accompagnée simplement d'une copie du devis initial ne saurait constituer un « mémoire détaillé ».

Dans tous les cas le mémoire de travaux ne pourra être validé lors de présence d'heures de régie sans feuilles d'attachement dûment validées, ainsi que des prix de fourniture sans leurs factures correspondantes jointes. Ces mémoires incomplets seront considérés irrecevables et retournés au titulaire pour représentation d'un nouveau mémoire conforme.

Des acomptes pourront être délivrés pour les bons de commande d'un montant supérieur à 15.000,00 Euros T.T.C. et dont le délai d'exécution indiqué sur le bon de commande est  $\geq 2$  mois.

### Section 6.02 Présentation des demandes de paiements

La facture devra être au format dématérialisé, sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Numéro de Siret APHP 267 500 452 01928 et code service en fonction des sites :

- 095 pour Avicenne,
- 032 pour Jean Verdier
- 069 pour René Muret

25 GH93 05 TVX	Maintenance des installations de vidéosurveillance et de contrôle d'accès pour les Hôpitaux universitaires Paris Seine-Saint-Denis	12 / 23
CCAP	Mars 2025	

Les factures en format dématérialisé sont à adresser à l'AP-HP par l'intermédiaire de la solution Chorus Portail Pro. Vous pouvez transmettre vos factures électroniques sur ce portail en utilisant le mode EDI, en saisissant vos données de facturation ou encore en déposant vos fichiers PDF (signé ou non signé) cf. <http://www.economie.gouv.fr/aife/facturation-electronique>.

Les factures doivent indiquer :

- Nom et adresse du créancier
- N° de son compte bancaire ou de son C.C.P. tel que précisé sur l'acte d'engagement
- Les numéros de SIRET ou SIREN et du registre du commerce
- Le code APE
- La désignation des prestations réalisées
- Le montant hors taxes par article et hors taxes avec remise (si remise proposée)
- Le taux et le montant des taxes
- Le montant total des prestations réalisées T.T.C.
- Les numéros des bons de commande
- Le numéro de l'accord cadre
- Les n° des bons de réception des services et leur date

Les prestations hors accord cadre devront faire l'objet d'une facturation différente.

Pour les titulaires établis dans un autre Etat membre de la Communauté européenne, la facture est établie pour un montant hors taxe avec le numéro de TVA intra-communautaire AP-HP. Le montant de l'engagement s'entend cependant TTC. Le paiement de la TVA est effectué à l'ordre de Monsieur le Directeur spécialisé des finances de l'AP-HP (code TPGAP K 99194) selon la réglementation en vigueur sur la TVA intra-communautaire.

### Section 6.03 TVA

La taxe sur la valeur ajoutée sera introduite selon les règles de la comptabilité publique en vigueur.

### Section 6.04 Délai global de paiement

Le délai de paiement prévu au II de l'article 87 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée est celui qui s'impose à l'acheteur en application du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le Comptable assignataire des paiements est : Monsieur le Directeur spécialisé des finances publiques de l'Assistance Publique à Paris

Le délai maximum de paiement est de 50 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement. Le taux appliqué est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points.

## Article VII. Pénalités

L'ensemble des pénalités est exonéré de la TVA. Elles seront appliquées sans mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 13.1 du C.C.A.G.- F.C.S. il n'y aura pas d'exonération de pénalité.

25 GH93 05 TVX	Maintenance des installations de vidéosurveillance et de contrôle d'accès pour les Hôpitaux universitaires Paris Seine-Saint-Denis	13 / 23
CCAP	Mars 2025	

## Section 7.01 Pénalités pour retard

En cas de retard sur les délais fixés par l'ordre de service d'exécution des travaux, l'entrepreneur sera passible, sans mise en demeure préalable, d'une pénalité journalière calculée au taux de 1/100ème (un EURO pour cent EUROS) du montant des travaux correspondant audit bon de commande, par jour calendaire de retard.

## Section 7.02 Autres pénalités

### (a) Présence aux rendez-vous de chantier

L'entrepreneur est tenu d'assister au rendez-vous de chantier hebdomadaire fixé par le maître d'œuvre. Les absences donneront lieu, sans mise en demeure préalable, à une pénalité de 80 EUROS (quatre-vingts euros) et les retards supérieurs à 1/2 heure à 40 EUROS. (Quarante euros.).

### (b) Retard dans la remise des documents nécessaires à la coordination des travaux

La remise de documents nécessaires à l'ordonnancement ou à la coordination des travaux (notices techniques, calculs, plans de réservation, etc.) fait l'objet d'un délai convenu entre le maître d'œuvre et l'entrepreneur lors des rendez-vous de chantier. Ce délai est lié à la complexité du document à produire. En cas de retard imputable à l'entreprise dans la fourniture d'un tel document et lorsque le retard aura été notifié à l'intéressé, il sera appliqué, sans mise en demeure préalable, une pénalité journalière de 80 EUROS. (Quatre-vingts euros.).

### (c) Retard dans la remise des devis

Les devis devront être remis au plus tard 14 jours après leur demande, sauf délais complémentaires accordés par le maître d'œuvre. En cas de retard, il sera appliqué, sans mise en demeure préalable, une pénalité journalière de 50 EUROS. (Cinquante euros.).

### (d) Non-respect des plannings d'exécution

Une pénalité sera appliquée en cas de non-respect des plannings d'exécution, maintenance préventive ou corrective. Le montant de la pénalité sera égal à :150 € Hors Taxes par jour de retard.

### (e) Retard dans le nettoyage et la remise en état du chantier

Le nettoyage périodique du chantier, ainsi que l'enlèvement des gravois ou détritrus de provenance de chaque entreprise, seront assurés par l'entrepreneur et à ses frais.

Les entreprises ne doivent en aucun cas utiliser les bennes de l'hôpital, dans le cas où il serait constaté un usage de celle-ci, une pénalité de 500 EUROS sera appliquée à l'entreprise quel que soit la quantité de gravois déposée.

L'entreprise devra nommer un ouvrier référent (avec un badge spécifique) responsable de la propreté de la zone de chantier. Celui-ci sera informé sur le plan de prévention lié à la lutte contre les infections nosocomiales, par le ou la responsable du maître d'ouvrage et l'équipe d'hygiène du site. (Confinement, flux des intervenants, flux du matériel).

Après signature du plan de prévention, le représentant de l'entreprise s'engage à respecter toutes les mesures y figurant. En cas de manquement constaté une pénalité de 500 EUROS sera appliquée par jour de non-respect des consignes.

25 GH93 05 TVX	Maintenance des installations de vidéosurveillance et de contrôle d'accès pour les Hôpitaux universitaires Paris Seine-Saint-Denis	14 / 23
CCAP	Mars 2025	

(f) Repliement des installations de chantier

En cas de retard dans le repliement des installations de chantier, conformément au planning établi par le maître d'œuvre, il sera appliqué une pénalité journalière de 150 EUROS. (Cent cinquante euros).

(g) Présence sur les sites

Avant toute intervention et au moment de son arrivée (mais aussi de son départ), l'entreprise devra quotidiennement signaler sa présence à l'Ingénieur chargé des travaux ou son représentant désigné par lui. Une pénalité de 30 EURO H.T. (trente euros hors taxes) sera appliquée chaque jour en cas de manquement.

(h) Déclenchement intempestif de détection incendie

Toute détection incendie intempestive provoquée par des travaux fait l'objet de la part du service sécurité incendie d'une intervention pour lever de doute et pour réarmement des portes, clapets coupe-feu et trappes de désenfumage. Toute détection intempestive fera l'objet d'une pénalité forfaitaire de 200 € HT (deux cents euros hors taxe).

### Section 7.03 Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## Article VIII. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGES

La mise en œuvre de tous matériaux et fourniture nécessaires à l'exécution des travaux devra être approuvée par le pouvoir adjudicateur, préalablement à l'exécution des travaux.

## Article IX. PREPARATION - COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

### Section 9.01 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

La mise au point d'un calendrier contractuel sera faite lors du rendez-vous de chantier.

### Section 9.02 Généralités sur la réalisation des prestations

Le Prestataire reprend l'ensemble des installations objet du présent accord cadre, dans l'état existant. Il ne peut en aucun cas être envisagé de travaux ou constitution d'un stock préliminaire, à la charge du client, au démarrage ou en cours de l'accord cadre en supplément des montants retenus.

### Section 9.03 Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

La proportion maximale des ouvriers étrangers par rapport au nombre total des ouvriers employés sur le chantier est celle prévue par la réglementation en vigueur pour le lieu d'exécution des travaux.

25 GH93 05 TVX	Maintenance des installations de vidéosurveillance et de contrôle d'accès pour les Hôpitaux universitaires Paris Seine-Saint-Denis	15 / 23
CCAP	Mars 2025	

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes, rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier, ne pourra être supérieure à la limite fixée par la réglementation en vigueur.

## Section 9.04 Organisation, sécurité et hygiène du chantier

### (a) Sécurité et hygiène

Les mesures particulières ci-après concernant la sécurité et l'hygiène sont prises par les entrepreneurs, conformément à la législation en vigueur.

L'entrepreneur doit également dans le cadre de son accord cadre, répondre aux exigences en matière d'infections nosocomiales et en matière de présence d'amiante.

### (b) Conditions générales d'organisation des travaux

L'entrepreneur ne pourra se prévaloir, ni pour se soustraire aux obligations de son accord cadre, ni pour élever de réclamation, ou prétendre à une augmentation de son prix, de sujétions qui peuvent être occasionnées par :

- a) Les mesures de sécurité qui lui incombent, conformément à la réglementation en vigueur, du fait des risques d'incendie et de panique inhérents aux modalités d'exécution de certains travaux lors des opérations comportant la mise en œuvre notamment d'appareils thermiques ;
- b) L'exploitation normale du domaine public et des services publics ;
- c) L'exécution simultanée d'autres travaux.

Il devra en outre prendre à sa charge, en vue d'atténuer la gêne occasionnée aux personnels et aux malades pendant la durée de l'opération à l'intérieur de l'établissement, toutes les précautions utiles pour réduire autant que possible les inconvénients suivants :

- Bruits d'origines diverses (camions, tous engins à moteur thermique, compresseurs, scies, tous outils à percussion, etc.) ;
- Odeurs, fumées, gaz (moteurs thermiques, feux de destruction de vieux bois, etc..) ;
- Poussières d'origines diverses (ponçages, démolitions, enlèvement de gravois, etc.) ;
- Détritus divers et gravois provenant de l'exécution même de travaux et stockés provisoirement dans les accès ou cheminements à l'extérieur de l'enceinte des chantiers ;
- Etat défectueux des voies et accès, boues et gravois au passage des engins et camions, tranchées pour canalisations ;
- Sécurité insuffisamment assurée par le fait même du caractère précaire des barrières, palissades, chemins de piétons, garde-corps, etc.

Avant tout commencement d'exécution, si l'un ou plusieurs inconvénients cités ci-dessus ne pouvaient être suffisamment atténués ou supprimés, l'entrepreneur devrait en référer au maître d'œuvre.

25 GH93 05 TVX	Maintenance des installations de vidéosurveillance et de contrôle d'accès pour les Hôpitaux universitaires Paris Seine-Saint-Denis	16 / 23
CCAP	Mars 2025	



(c) Permis de feu

Préalablement à toute intervention nécessitant des travaux de soudages ou de coupes au moyen d'appareillage électrique ou chalumeau, l'entreprise doit remplir un permis feu fourni par le maître d'œuvre.

NOTA : le permis feu fait partie intégrante de la mise en place du chantier et ne donnera pas lieu à une facturation supplémentaire.

## Article X. CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX

### Section 10.01 Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Au cours du premier trimestre suivant la prise d'effet du marché, le prestataire pourra effectuer une expertise de tout ou partie des installations objet du présent accord cadre conformément à l'article 20 du C.P.T.G. De même, le client se réserve le droit d'effectuer une contre-expertise ou toute autre expertise pendant toute la durée du marché

### Section 10.02 Réception

Les travaux d'entretien, régis par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, ne comportent pas d'opérations de réception. La signature du décompte de l'entrepreneur par le maître d'œuvre vaut attestation de service fait.

### Section 10.03 Mise à disposition de certains ouvrages ou partie d'ouvrage

Sans objet.

### Section 10.04 Documents fournis après exécution

A l'expiration du marché, qu'il soit résilié ou qu'il prenne fin normalement, le prestataire remettra au client, les bons de garantie (ou équivalents) des matériels qu'il a remplacés et qui sont encore sous la garantie du fabricant ainsi que les notices techniques et manuels de maintenance et l'inventaire des installations mis à jour.

## Article XI. Confidentialité – Mesures De Sécurité

### Section 11.01 Obligation de discrétion

Les collaborateurs du titulaire sont soumis à la confidentialité, en conséquence toutes les informations auxquelles ils auront accès dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont confidentielles.

### Section 11.02 Logiciels

Concernant les logiciels qui seront éventuellement utilisés, le titulaire s'engage à ce que le gestionnaire en ait toujours une copie à jour. Le titulaire s'engage à ne pas modifier ou remplacer ces logiciels sans l'accord écrit du client.

Les codes d'accès seront toujours fournis au client.

25 GH93 05 TVX	Maintenance des installations de vidéosurveillance et de contrôle d'accès pour les Hôpitaux universitaires Paris Seine-Saint-Denis	17 / 23
CCAP	Mars 2025	

### Section 11.03 Mesures de sécurité

Le Code du Travail et le décret n°92-158 du 20 février 1992 fixent les conditions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux opérations et prestations de services effectuées dans un établissement par une entreprise extérieure. Ce décret précité s'applique à des opérations de maintenance effectuées par l'exploitant titulaire dans les locaux du client, en particulier celui-ci devra établir un plan de prévention avant tout début de travaux.

Le titulaire a une obligation de sécurité à l'égard des matériels dont il assure la maintenance.

Si l'installation et/ou les locaux cessent d'être conformes à la législation ou la réglementation en vigueur, les obligations du titulaire sont définies au CCTP.

### Section 11.04 Amiante

Dans le mois suivant la date de notification du marché le titulaire doit s'informer auprès du client du contenu du DTA (dossier technique amiante) pour les locaux où il est amené à intervenir.

## Article XII. Résiliation de l'accord-cadre

### Section 12.01 Motifs de résiliation

Le Pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution de l'accord-cadre à tout moment, dans les conditions prévues aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

### Section 12.02 Résiliation prononcée aux torts du titulaire

Conformément aux articles 41 et 45 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour faute, les HUPSSD se réservent le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

### Section 12.03 Résiliation pour inexécution non fautive

Si des circonstances extérieures aux parties rendent inexécutable le contrat, le pouvoir adjudicateur peut prononcer la résiliation de ce dernier. En complément des cas prévus à l'article 39 du CCAG-FCS, le Pouvoir adjudicateur pourra également mettre fin à l'accord-cadre pour perte d'objet de l'accord-cadre ou lorsque le titulaire ne sera plus dans la capacité de fournir les fournitures ou prestations.

### Section 12.04 Résiliation pour motif d'intérêt général

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra à titre aucune indemnisation.

En complément de l'article 42 du CCAG, le pouvoir adjudicateur peut également résilier, sans indemnité, l'accord-cadre pour tout motif d'intérêt général, notamment en cas d'abandon du projet lié à l'accord-cadre, ainsi que pour des considérations s'attachant à l'organisation et au fonctionnement du service public hospitalier.

25 GH93 05 TVX	Maintenance des installations de vidéosurveillance et de contrôle d'accès pour les Hôpitaux universitaires Paris Seine-Saint-Denis	18 / 23
CCAP	Mars 2025	

### Section 12.05 Indemnité de résiliation

La résiliation prononcée en application des articles 39 à 41 du CCAG-FCS n'ouvrent pas droit à indemnité.

### Section 12.06 Résiliation en cas d'inexactitude des documents et renseignements demandés

Concernant l'accord cadre, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles aux articles R2143-3 et R2143-6 à R2143-10 du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R2143-8 de code de la commande publique, il sera résilié aux torts du titulaire.

## Article XIII. Exécution de la prestation aux frais et risque du titulaire

### Section 13.01 En cas de d'inexécution d'une prestation ou de carence dans l'approvisionnement en cours d'exécution de l'accord cadre

En cas d'inexécution d'une prestation ou de carence dans l'approvisionnement en qualité ou en quantité par le titulaire dans les délais, les HUPSSD pourront en outre faire procéder par un tiers à l'exécution de ladite prestation ou s'approvisionner auprès du fournisseur de son choix aux frais et risques du titulaire conformément à l'article 45 du C.C.A.G.- F.C.S.

En cas de différence de prix au détriment de l'établissement, celle-ci sera imputée d'office sur le montant du plus prochain paiement effectué au profit du titulaire.

Dans ce cas, le titulaire de l'accord cadre est tenu d'informer par écrit le pouvoir adjudicateur de la date de reprise de l'exécution : à défaut, l'établissement ne pourra être tenu pour responsable d'un prolongement de l'exécution de l'accord cadre auprès d'un tiers fournisseur, et le titulaire de l'accord cadre en supportera les conséquences financières.

### Section 13.02 Après résiliation prononcée aux torts du titulaire

Conformément aux articles 41 et 45 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour faute, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

## Article XIV. Modifications de l'accord-cadre

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent cahier des clauses particulières dans les cas suivants :

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles références à l'accord cadre,
- En cas d'évolution du périmètre d'exécution de l'accord cadre par adjonction de groupes hospitaliers ou d'établissements non bénéficiaires initialement,
- En cas d'évolution importante du coût des matières premières ayant des conséquences importantes sur l'équilibre financier de l'accord cadre.

25 GH93 05 TVX	Maintenance des installations de vidéosurveillance et de contrôle d'accès pour les Hôpitaux universitaires Paris Seine-Saint-Denis	19 / 23
CCAP	Mars 2025	

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative du représentant du pouvoir adjudicateur ou sur demande justifiée du titulaire de l'accord cadre. La demande devra parvenir au représentant du pouvoir adjudicateur par LRAR.

## Article XV. Nantissement

L'accord cadre peut faire l'objet d'un nantissement dans les conditions prévues aux articles R2191-46 à R2191-62 du code de la commande publique.

## Article XVI. Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un accord cadre d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## Article XVII. Certificats

Le titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution du marché, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que les HUPSSD n'en fassent la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord cadre. En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au titulaire. Le titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

Pour ce faire, les HUPSSD recourt à une plateforme sur laquelle les titulaires du marché devront obligatoirement se créer un compte dès l'attribution de l'accord cadre, puis mettre en ligne et actualiser les documents demandés à la périodicité requise. Les modalités d'accès à la plateforme seront communiquées à l'attribution.

## Article XVIII. Droit

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations, qui pourraient subvenir entre les HUPSSD et le titulaire de l'accord cadre, ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée, des prestations à effectuer.

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative.

Tribunal administratif de Paris 7, rue de Jouy 75181 Paris cedex 04.

Téléphone : 01 44 59 44 00, Télécopie : 01 44 59 46 46.

E-mail : [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr)

25 GH93 05 TVX	Maintenance des installations de vidéosurveillance et de contrôle d'accès pour les Hôpitaux universitaires Paris Seine-Saint-Denis	20 / 23
CCAP	Mars 2025	

## Article XIX. Dérogations au C.C.A.G.

Les dérogations aux C.C.A.G.- FCS, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

Articles du présent CCAP	Articles du C.C.A.G.- FCS auxquels il est dérogé	Objet
Articles VII	Article 13 C.C.A.G.- FCS	Pénalités
Section 12.05	Article 33 du C.C.A.G.- F.C.S.	Indemnité de résiliation



Hôpitaux Universitaires de Paris Seine Saint Denis | Cellules des marchés publics | 125, rue de Stalingrad |  
93009 Bobigny | 01.48.95.57.22 | [avc-cellule.marches@aphp.fr](mailto:avc-cellule.marches@aphp.fr)

# ACCEPTATION DU CCAP ET CCTP

CONSULTATION : 25 GH93 05 TVX

OBJET : Maintenance des installations de vidéosurveillance et de contrôle d'accès pour les  
Hôpitaux universitaires Paris Seine-Saint-Denis

PROCEDURE : Accord-cadre sur appel d'offres ouvert soumis aux dispositions de l'article R 2124-1  
du Code de la Commande Publique.

Il suit les dispositions des articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du code  
de la commande publique relatives aux accords-cadres à bons de commande

Je soussigné(e) .....<sup>1</sup> atteste pour le compte de la société .....  
avoir pris connaissance et accepter les conditions des Cahier Des Clauses Administratives et techniques.

A ..... le.....

Signature et cachet de la société

<sup>1</sup> Nom et qualité de la personne qui engage la société au même titre que l'acte d'engagement

25 GH93 05 TVX	Maintenance des installations de vidéosurveillance et de contrôle d'accès pour les Hôpitaux universitaires Paris Seine-Saint-Denis	22 / 23
CCAP	Mars 2025	

**AP-HP.**  
**Hôpitaux universitaires**  
**Paris Seine-Saint-Denis**

Hôpitaux Universitaires de Paris Seine Saint Denis | Cellules des marchés publics | 125, rue de Stalingrad |  
93009 Bobigny | 01.48.95.57.22 | [avc-cellule.marches@aphp.fr](mailto:avc-cellule.marches@aphp.fr)

# ATTESTATION DE VISITE

---

CONSULTATION : 25 GH93 05 TVX

---

OBJET : Maintenance des installations de vidéosurveillance et de contrôle d'accès pour les  
Hôpitaux universitaires Paris Seine-Saint-Denis

---

PROCEDURE : Accord-cadre sur appel d'offres ouvert soumis aux dispositions de l'article R 2124-1  
du Code de la Commande Publique.

Il suit les dispositions des articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du code  
de la commande publique relatives aux accords-cadres à bons de commande

---

Nom de la Société :

Adresse :

Téléphone :

Télécopie :

Courriel :

Nom et qualité de la personne ayant effectué la visite des lieux :

le	Nom et signature du référent pour l'hôpital Avicenne	
	Nom et signature du référent pour l'hôpital Jean Verdier	
	Nom et signature du référent pour l'hôpital René Muret	

25 GH93 05 TVX	Maintenance des installations de vidéosurveillance et de contrôle d'accès pour les Hôpitaux universitaires Paris Seine-Saint-Denis	23 / 23
CCAP	Mars 2025	